

# **15 février 2016 : commémoration des 50 ans de la mort de Camilo Torres, pionnier de la théologie de la libération**

Mauricio Correa, doctorant en histoire à l'Université de Sherbrooke et [collaborateur pour HistoireEngagee.ca](http://www.histoireengagee.ca)

Le 15 février 2016 marque les 50 années de la mort du prêtre guérilléro Camilo Torres Restrepo. Figure importante de la théologie de la libération, ce dernier est sans aucun doute un symbole significatif de la radicalisation et du brassage idéologique qui ont caractérisé l'Amérique latine des années soixante, tout particulièrement suite à la victoire de la révolution cubaine de janvier 1959 sous la direction de Fidel Castro et d'Ernesto (Che) Guevara. Certes, les mouvements de guérillas ont été un moyen de lutte répandu dans la région pendant la Guerre froide. Ces luttes armées ont mis en évidence la persistance d'importantes contradictions sociales et économiques, mais elles ont également exprimé le désir de changements et exacerbé le processus de radicalisation de plusieurs secteurs sociaux : ouvriers, paysans, femmes, étudiants, et intellectuels ont en effet été influencés par cette vague révolutionnaire et contestataire.

À cette époque, même l'Église catholique vit des tensions polarisantes. Le concile Vatican II et les conférences épiscopales de Medellín (1968) et Puebla (1979) sont l'expression de l'expérience catholique de ces processus de radicalisation de la société à l'intérieur de la dynamique de la Guerre froide. La théologie de la libération est un bon exemple d'un phénomène politico-social et culturel particulier à l'Amérique latine où la lecture des problèmes sociaux latino-américains s'élabore à partir d'une perspective marxiste juxtaposée à la doctrine sociale de l'Église catholique de « l'option préférentielle pour les pauvres ». Ce courant catholique n'est pas monolithique. Il va de la résistance pacifique jusqu'à l'appui et à la participation à la lutte armée. Les prêtres vivent des processus de conversion aux courants idéologiques du moment sans abandonner la foi en l'évangile.

La radicalisation de prêtres comme Camilo Torres est intéressante à observer autant pour sa condition de religieux (prêtre catholique) que pour son origine socio-économique. Issu d'une famille bourgeoise de la capitale colombienne, Camilo Torres vit ses premières années de vie en Europe. Il s'installe par la suite à Bogotá où il fait ses études secondaires et commence, en 1947, des études en droit à l'Université nationale de Colombie. Il suspend cependant ses études de droit pour rejoindre le séminaire conciliaire de Bogotá. Le 29 août 1954, il est ordonné prêtre. Suite à son ordination, il part en Belgique où il obtient quatre ans plus tard un diplôme en sociologie et rédige un travail de mémoire intitulé *Approche statistique des*

*problèmes socio-économiques de la ville de Bogota*<sup>1</sup>. Durant cette période, il est grandement influencé par la démocratie chrétienne et le syndicalisme chrétien. C'est aussi à cette époque qu'il fonde, en 1955, l'équipe colombienne de recherches socio-économiques (ECISE).

En 1959, il retourne en Colombie où il est nommé aumônier auxiliaire de l'Université nationale de Colombie et professeur au département de sociologie. Cette université est devenue, pour Camilo Torres, l'espace où il a su développer une réflexion critique sur la réalité colombienne de plus en plus radicalisée. Il s'agit pour lui de développer un « mécontentement scientifique ». En effet, dans un article paru dans le journal national *El tiempo* du 8 octobre 1964, il explique et catégorise le mécontentement étudiant en trois secteurs : « La majorité des universitaires ont un mécontentement utopique et un mécontentement de frustration et seulement une minorité ont un mécontentement scientifique<sup>2</sup>. » On peut percevoir dans ces propos une construction théorique, influencée par le marxisme, de l'action sociale et politique des universitaires. En outre, la lutte sociale des étudiants devait être fondée, selon lui, sur une connaissance accrue de la réalité colombienne afin que l'action puisse culminer en transformation sociale, économique et politique et qu'elle ne demeure pas une simple philanthropie ou l'expression d'une frustration passagère. Allant encore plus loin dans sa réflexion, il considère que « l'université doit structurer un mécontentement scientifique chez les étudiants [...] toute l'orientation universitaire colombienne, des pays sous-développés et des pays latino-américains, devrait être imprégnée de la réalité nationale<sup>3</sup>. » L'université devait être, pour lui, formatrice d'une conscience sociale capable de transformer la réalité sociale, politique et économique de la nation.

C'est cette sensibilité sociale qui a amené Camilo Torres à militer activement en faveur de l'amélioration des conditions sociales dans le cadre de ses fonctions à l'Université nationale de Colombie. Il est allé jusqu'à fonder, en 1965, le mouvement *Frente Unido del pueblo* (Front uni du peuple), mouvement qui avait comme objectif primordial l'unité de la gauche. À l'intérieur de ce mouvement, il a pris en charge, entre autres responsabilités, celle du directeur de l'hebdomadaire *Frente Unido*. C'est précisément dans les articles qu'il y publie que l'on peut constater et suivre le processus de radicalisation de sa pensée :

*La révolution [...] c'est la façon de créer un gouvernement [...] qui accomplisse les œuvres de charité d'amour pour le prochain non seulement en forme occasionnelle et transitoire, non seulement pour quelques-uns, sinon pour la majorité de nos prochains. [...] la Révolution n'est pas seulement permise, mais est une obligation pour les chrétiens qui voient en elle l'unique manière efficace et complète de réaliser l'amour pour tous<sup>4</sup>.*

Camilo Torres a sans équivoque pris le parti de la « révolution » ; une révolution toutefois inspirée par ses convictions chrétiennes : « J'ai délaissé le devoir et le privilège du clergé, mais je n'ai pas arrêté d'être un prêtre. Je crois que je me suis donné à la Révolution par amour de mon prochain<sup>5</sup> » écrit-il en août 1965. Il n'est donc pas étonnant de voir que Camilo Torres se soit insurgé et ait pris les armes en intégrant l'*Ejército de liberación nacional-ELN* (l'Armée de libération nationale). Insurrection fulgurante, puisqu'il est mort au cours de son premier combat contre l'armée colombienne le 15 février 1966 dans le département de Santander en

---

<sup>1</sup> José Eduardo Rueda Enciso, « Camilo Torres Restrepo », dans Mario Aguilera Peña et Victor Manuel Moncayo, dir., *Camilo Torres y la Universidad nacional de Colombia*, Bogotá, Universidad nacional de Colombia, 2002, p. 19-26.

<sup>2</sup> Camilo Torres Restrepo, « La universidad y el cambio social », *El tiempo*, 1964, publié dans *Ibid.*, p. 73-78.

<sup>3</sup> *Ibid.*

<sup>4</sup> Camilo Torres Restrepo, « [Mensaje a los Cristianos](#) », *Frente Unido*, vol. 1, n° 1, 26 août 1965, p. 3.

<sup>5</sup> *Ibid.*

Colombie. Dans sa lettre du 6 janvier 1966, qui fait part de sa décision de se joindre à la guérilla (ELN), on constate sa déception face au pouvoir politique bipartite qui caractérise la Colombie, alors que libéraux et conservateurs gouvernent en alternance de façon prédéterminée : « maintenant le peuple ne croit plus [à la démocratie en Colombie], le peuple ne croit pas aux élections, le peuple sait que les voies légales sont épuisées. Le peuple sait qu'il ne reste plus que la voie armée<sup>6</sup>. »

Afin de bien comprendre cette perte de confiance envers le système politique et électoral colombien, il faut se replonger dans le contexte de l'époque. Lorsque la dictature militaire prend fin en mai 1957, le Front national qui est créé par les partis conservateur et libéral vise à reconstruire l'ordre constitutionnel du pays. La restauration de la démocratie colombienne est ainsi planifiée à travers un pacte fondé sur une conception bipartite de la vie politique du pays. Ce pacte est connu sous le nom de *Frente Nacional* et consiste alors en l'alternance du pouvoir entre les deux partis qui se sont jusqu'alors confrontés violemment (le *Partido Liberal* et le *Partido Conservador*)<sup>7</sup>. L'objectif de cette alliance est de mettre fin à la violence entre les deux groupes politiques. Or, cette réconciliation exclut la participation d'autres partis et secteurs politiques. Il s'agit ainsi d'un partage du pouvoir entre les oligarchies colombiennes et cela n'est pas sans danger. En effet, la violence prend d'autres formes et couleurs idéologiques, sociales, culturelles et politiques, qui se sont exprimées dans la naissance des guérillas. C'est dans ce contexte de partage du pouvoir des élites colombiennes que Camilo Torres vit son processus de radicalisation, comme on peut d'ailleurs le constater dans une entrevue accordée aux réalisateurs français Bruno Muel et Jean-Pierre Sergent quelques mois avant sa mort : « Il faut demander à l'oligarchie comment est-ce qu'elle va donner le pouvoir. Si elle va le donner d'une façon pacifique, je crois que nous allons le prendre d'une façon pacifique. Mais si elle va le donner d'une façon que violente, alors nous allons le prendre d'une façon violente<sup>8</sup>. »

La mort rapide de Camilo, comme on l'appelle dans les milieux de gauche colombiens et latino-américains, a fait de lui un martyr des processus révolutionnaires des années soixante et soixante-dix. L'écho de sa mort se fera même entendre dans une chanson composée par Daniel Viglietti, mais interprétée et popularisée par le célèbre auteur-compositeur-interprète chilien Victor Jara — qui a été torturé jusqu'à sa mort par les troupes d'Augusto Pinochet — pour rendre hommage à Camilo Torres : « On l'a tué quand il est allé pour son fusil, Camilo Torres est mort pour vivre. On raconte que derrière la balle qui la tué, on a entendu une voix, c'était Dieu criant Révolution<sup>9</sup> ! » Au-delà de cette image héroïque, il est intéressant de voir l'association entre dieu et révolution. Il apparaît ainsi clair que Camilo Torres est devenu un des pionniers de la théologie de la libération latino-américaine.

Par ailleurs, les ressemblances entre Camilo Torres et le prêtre missionnaire québécois Maurice Lefèvre, assassiné par la dictature bolivienne le 21 août 1971, sont intéressantes. Les deux ont vécu un processus de radicalisation à partir de leur foi chrétienne et de leurs travaux sociaux auprès des secteurs les plus défavorisés de la société. Leur travail au sein des

---

<sup>6</sup> Camilo Torres Restrepo, « [Proclama al pueblo colombiano](#) », *Montanas de Colombia*, 7 janvier 1966.

<sup>7</sup> Sur le Frente Nacional, voir Ricardo Arias Trujillo, *Historia de Colombia. Todo lo que hay que saber*, Bogotá, Taurus, 2006, p. 311 et suivantes ; Mauricio Archila Neira, *Idas y venidas, vueltas y revueltas. Protesta social en Colombia*, Bogotá, Cinep, 2005, p. 88 et suivantes.

<sup>8</sup> Il s'agit d'une entrevue avec Camilo Torres réalisée en français par Bruno Muel et Jean-Pierre Sergent. Des extraits de cette entrevue ont été largement utilisés par de documentaristes, notamment pour le documentaire *El Rastro de Camilo* de 2016 dont la [bande-annonce](#) est disponible en ligne.

<sup>9</sup> Daniel Viglietti, « Cruz de luz ».

universités leur a également permis de développer une analyse scientifique des réalités sociales dans lesquelles ils étaient immergés. Bien que Maurice Lefèvre n'ait pas opté pour la lutte armée comme Camilo Torres, il a néanmoins suivi et accompagné de près les processus de radicalisation des universitaires ayant participé à la guérilla en Bolivie, soit l'Armée de libération nationale. Jorge Mansilla Torres, dans son livre publié en 1983 sur Maurice Lefèvre, soulignait que la maison du prêtre québécois en Bolivie fut le lieu de convergence de jeunes ayant formé la « Démocratie chrétienne révolutionnaire » et qui, peu de temps après, ont intégré l'Armée de libération nationale. Le prêtre Pedro Rivals affirmait quant à lui : « En 1970 on a proposé à Maurice d'aller à la guérilla de Teoponte. Maurice a refusé cette possibilité, car, selon ses paroles, il considérait que le plan guérillero qui lui était proposé était peu réaliste, très précipité<sup>10</sup>. » En effet, l'histoire a donné raison à Maurice Lefèvre ; les étudiants ont tous été abattus par l'armée bolivienne. Soulignons que Maurice Lefèvre n'a pas condamné la lutte armée comme celle menée par Camilo Torres, mais qu'il ne croyait simplement pas viable la stratégie qui lui avait été présentée. En août 1968, en plein contexte de la présence du Che en Bolivie, le prêtre québécois écrivait :

*Il sera inévitable que ces peuples se servent de la violence, si ceux qui devraient chercher d'autres chemins vers la justice ne le font pas. Le plus important n'est pas d'éviter la violence à tout prix, mais d'établir et de respecter les droits de chacun. Les bienheureux de l'évangile ne sont pas ceux qui ont une grande soif de tranquillité, mais ceux qui sont obsédés par la soif de justice<sup>11</sup>.*

Bref, il semble clair qu'à l'instar de Camilo Torres, Maurice Lefèvre a vécu tout autant ces processus de radicalisation et a partagé une mort tragique dans sa quête pour la justice. D'ailleurs, vers le cimetière, malgré le climat de répression, la population accompagnant le cortège funèbre de Lefèvre a adapté la chanson écrite par Daniel Viglietti pour Camilo Torres et l'a chantée en mémoire du prêtre québécois : « Où a péri Maurice s'élève une croix non de tristesse mais bien de lumière<sup>12</sup>. »

Après la mort de Camilo Torres, la participation d'importants secteurs catholiques se fait sentir dans la révolution nicaraguayenne de la fin des années 1970. Un des cas les plus connus de cet engagement est celui de Monseigneur Alfonso Romero qui est assassiné en 1980 pour s'être opposé à la dictature salvadorienne soutenue par les États-Unis. L'implication des prêtres aux côtés des secteurs révolutionnaires ou sociaux est, bien sûr, mal perçue par le gouvernement des États-Unis. Comme l'expose Charles Antoine, dans son livre sur la Guerre froide et l'Église catholique :

*[...] la question religieuse est devenue un pion important sur l'échiquier américain de la Guerre froide. Les responsables du gouvernement et du pentagone à Washington en sont parfaitement conscients. Aussi vont-ils se révéler particulièrement agressifs quand sonne l'heure — inattendue — du Nicaragua sandiniste avec son mélange explosif supplémentaire de prêtres dans un gouvernement socialiste<sup>13</sup>.*

Cinquante ans après sa mort, Camilo Torres refait surface dans l'actualité politique colombienne. La guérilla à laquelle il a appartenu, l'*Ejército de liberación nacional* (ELN), a demandé au gouvernement, dans l'éditorial de leur revue *Insurrección* publiée en ligne le 4

---

<sup>10</sup> Entrevue avec le prêtre Pedro Rivals datant du 23 juillet 1979, citée dans Jorge Mansilla Torres, *Arriesgar el pellejo*, La Paz, Distribuidora Cultural La Paz, 1983, p. 187.

<sup>11</sup> Correspondance de Maurice Lefèvre avec ses amis datant du 8 août 1968, citée dans *Ibid.*, p. 146.

<sup>12</sup> *Ibid.*, p. 231.

<sup>13</sup> Charles Antoine, *Guerre froide et Église catholique. L'Amérique latine*, Paris, Éditions du Cerf, 1999, coll. « L'histoire à vif », p. 122.

janvier 2016, que le corps de Camilo Torres dont on ignore l'emplacement soit enterré dignement, faisant foi de la bonne volonté de l'État colombien vis-à-vis le dialogue de paix en processus. De plus l'ELN a exhorté le Pape François de redonner à Camilo Torres le statut de prêtre afin de souligner son engagement social<sup>14</sup>. La réponse du gouvernement colombien a été rapide. La chaîne de télévision *Telesur* a rapporté que le président Juan Manuel Santos a ordonné de chercher le corps de Camilo Torres : « Cherchons où sont les restes humains de Camilo Torres, pour que, dans un geste symbolique, nous puissions continuer dans ce processus de paix et mettre fin à cette guerre<sup>15</sup>. » Certes, 50 ans après la mort du prêtre guérillero, les deux principales guérillas colombiennes sont toujours actives. Elles sont toutefois impliquées dans un processus de paix remplissant d'espoir les Colombiennes et Colombiens, bien que les principales contradictions sociales et économiques ayant mené à la naissance des guérillas et à la radicalisation de Camilo Torres ne soient toujours pas résolues.

### **Pour en savoir plus**

[s. a]. « Santos ordena buscar restos del sacerdote del ELN ». *Telesur* (16 janvier 2016). [En ligne] <http://www.telesurtv.net/news/Santos-ordena-buscar-restos-del-sacerdote-del-ELN-20160116-0040.html>.

AGUILERA PEÑA, Mario et Victor Manuel MONCAYO, dir. *Camilo Torres y la Universidad nacional de Colombia*. Bogotá, Universidad nacional de Colombia, 2002, 298 p.

ANTOINE, Charles. *Guerre froide et Église catholique. L'Amérique latine*. Paris, Éditions du Cerf, 1999, coll. « L'histoire à vif », 280 p.

ARCHILA NEIRA, Mauricio. *Idas y venidas vueltas y revueltas. Protesta social en Colombia*. Bogotá, Cinep, 2005, 500 p.

ARIAS TRUJILLO, Ricardo. *Historia de Colombia. Todo lo que hay que saber*. Bogotá, Taurus, 2006, 366 p.

Ejercito de liberación nacional. « Cincuenta años con Camilo ». *Insurrección* (4 janvier 2016). [En ligne] <http://www.eln-voces.com/index.php/voces-del-eln/comando-central/editorial/510-cincuenta-anos-con-camilo>.

MANSILLA TORRES, Jorge. *Arriesgar el pelljo*. La Paz, Distribuidora Cultural La Paz, 1983, 234 p.

TORRES RESTREPO, Camilo. « [Mensaje a los Cristianos](#) ». *Frente Unido*, vol. 1, n° 1 (26 août 1965), p. 3.

TORRES RESTREPO, Camilo. « [Proclama al pueblo colombiano](#) ». *Montanas de Colombia* (7 janvier 1966).

---

<sup>14</sup> Ejercito de liberación nacional, « [Cincuenta años con Camilo](#) », *Insurrección*, 4 janvier 2016, en ligne.

<sup>15</sup> « [Santos ordena buscar restos del sacerdote del ELN](#) », *Telesur*, 16 janvier 2016, en ligne.